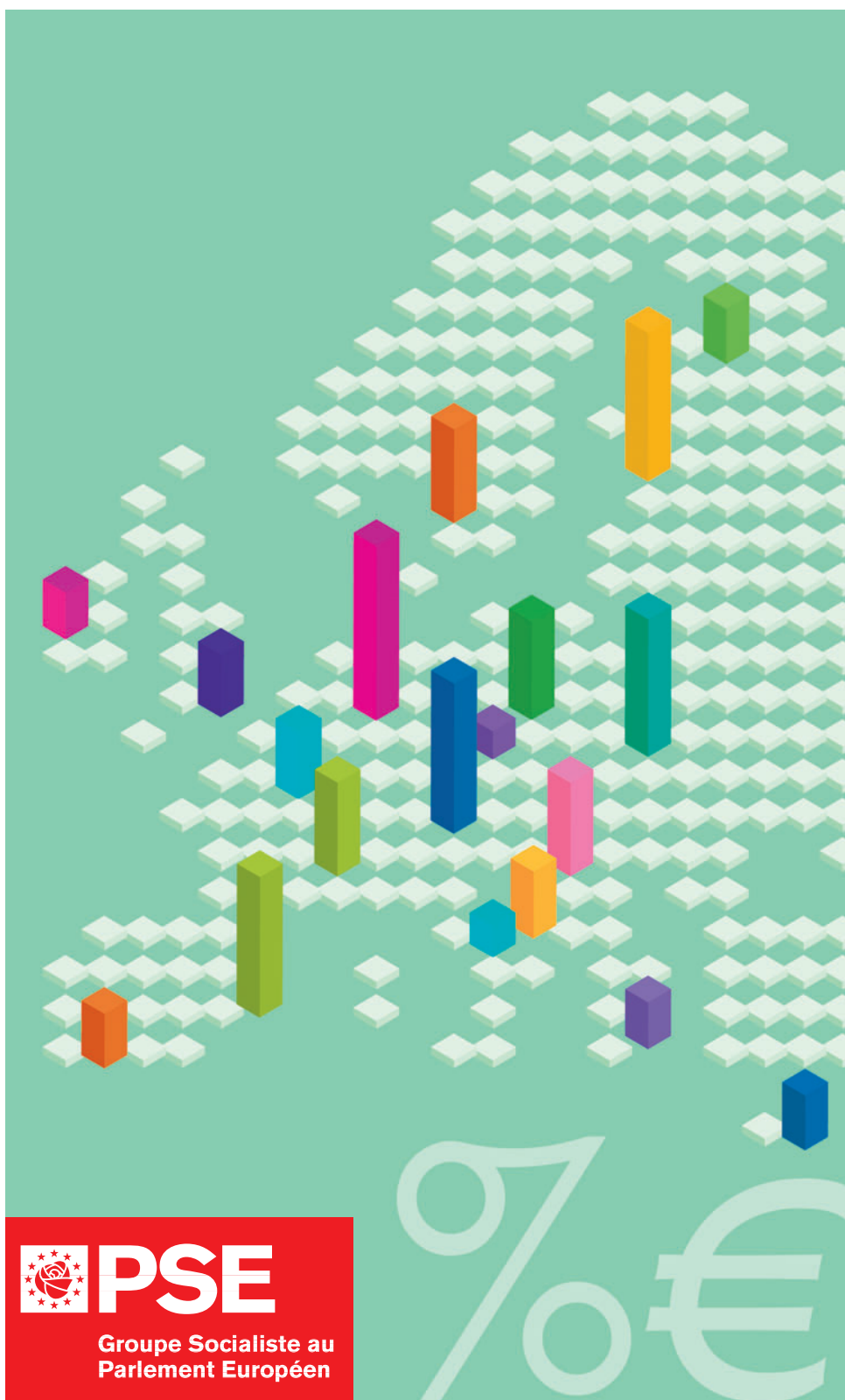


BUDGET

DE L'UNION
EUROPÉENNE 2008

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE



LE BUDGET DE L'UE EN 2008

UN BUDGET D'AVENIR AU SERVICE DES PRIORITÉS SOCIALISTES

DÉPENSES ADMINISTRATIVES

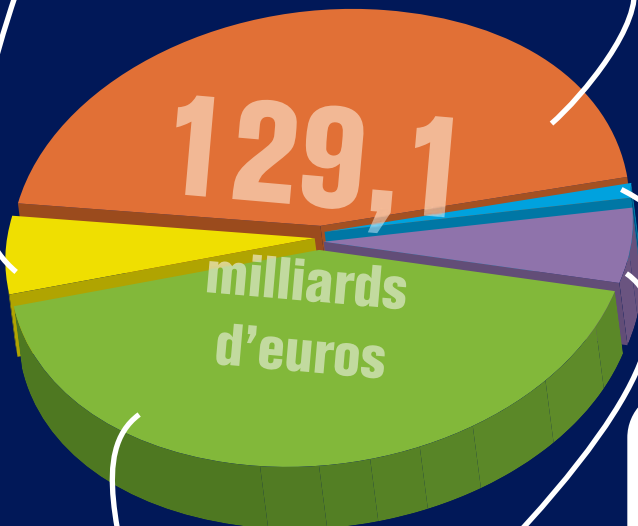
5,8 %

Les dépenses de fonctionnement des institutions européennes

CROISSANCE, INNOVATION, EMPLOI ET COHÉSION

44,9 %

Recherche et innovation, transports, énergie, éducation et cohésion sociale. Croissance, cohésion économique et sociale dans les régions.



129,1
milliards
d'euros

RESSOURCES NATURELLES

42,6 %

Pêche, développement rural et environnement (11,0 %).

Agriculture (31,6 %).

UN ACTEUR MONDIAL

5,7 %

Les actions de l'Union européenne dans le monde.

CITOYENNETÉ, LIBERTÉ, SÉCURITÉ ET JUSTICE

1,0 %

Immigration et intégration
Santé et droits des consommateurs
Droits fondamentaux
Débat politique sur l'Europe
Dialogue interculturel
Culture et médias

QUI FAIT QUOI ?

Le budget de l'Union européenne est décidé chaque année conjointement par les membres du Parlement européen et le Conseil (les 27 ministres des finances des Etats membres de l'Union).

La Commission européenne propose mais ce sont les députés européens et les gouvernements nationaux qui décident. Les parlementaires européens ont le dernier mot sur approximativement 65 % des dépenses, le reste étant en dernier ressort dans les mains du Conseil.

Conseil et Parlement européen doivent respecter les plafonds pluriannuels de dépenses fixés d'un commun accord pour la période 2007-2013, dans le cadre de ce que l'on appelle « le cadre financier pluriannuel ».

Depuis une décision prise en 1992, les recettes du budget européen sont plafonnées à 1,24 % du RNB (Revenu national brut) de l'ensemble de l'Union. Cette décision relève des seuls gouvernements nationaux : ni le Parlement européen ni la Commission européenne ne peuvent la changer.

Le budget 2008 de l'Union européenne (129,1 milliards d'euros) pour les 495 millions de citoyens européens, représente approximativement le montant des dépenses publiques de l'Autriche, un peu moins que celles de la Belgique, 10 fois moins que celles de l'Allemagne, 9 fois moins que celles de la France, 6 fois moins que celles de l'Italie, 4 fois moins que celles du Royaume-Uni, 3 fois moins que celles de l'Espagne, 2 fois moins que celles des Pays-Bas.

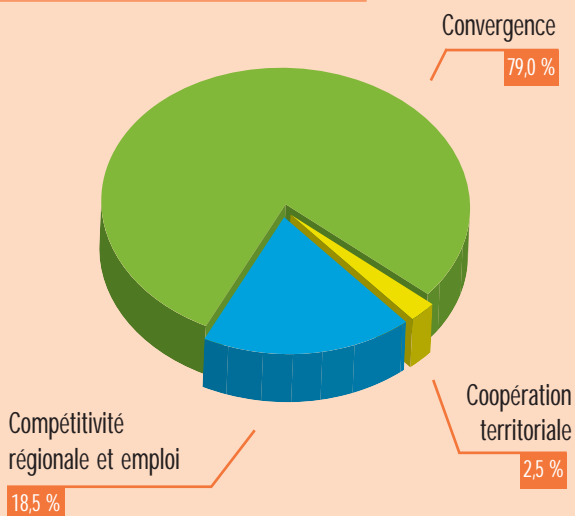
Croissance, innovation, emploi et cohésion

Réussir la Stratégie
de Lisbonne :
58 milliards d'euros pour
une croissance durable




Favoriser la cohésion économique et la croissance dans toutes les régions

46,9 milliards d'euros

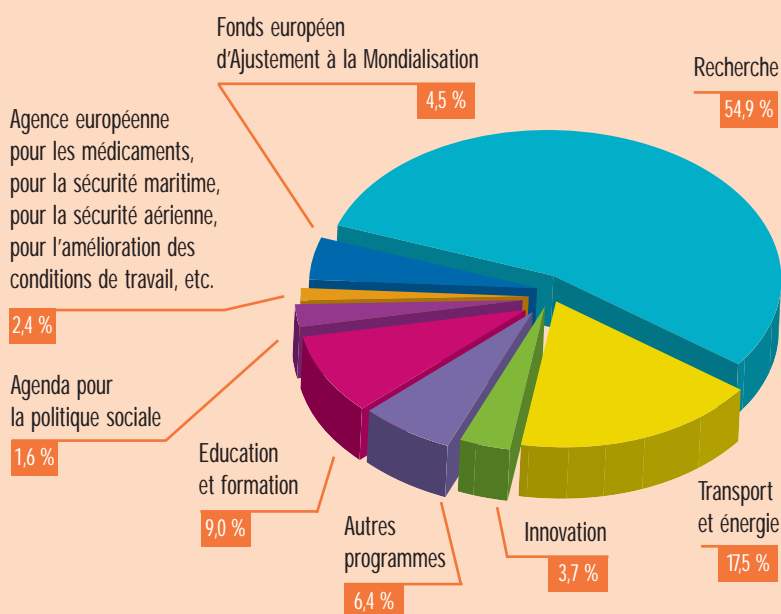


- **37 milliards d'euros seront partagés en faveur des territoires les moins prospères de l'Union européenne au titre de l'objectif de « convergence »**, dans les 12 nouveaux Etats membres de l'Europe de l'Est et du Sud, mais aussi dans certaines régions en Allemagne, Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Royaume-Uni. C'est un investissement majeur en vue de permettre à ces territoires de mobiliser leurs capacités de recherche, de développer leurs infrastructures, de mener des projets en faveur d'un environnement durable, d'améliorer la formation de leur main d'œuvre et l'emploi pour plus de cohésion sociale et territoriale.
- **8,6 milliards d'euros pour renforcer les économies régionales des autres territoires**, y stimuler l'esprit d'entreprise et d'innovation, y soutenir les politiques de formation et d'emploi ou les politiques de la ville, y améliorer les réseaux de transports et d'information.
- **Nos régions se regroupent au-delà des frontières pour relever des défis communs et échanger leurs pratiques** : en 2008, l'Union européenne consacra 1,2 milliard d'euros à ce nouvel instrument qui permet à nos régions de dépasser les frontières administratives et culturelles entre régions voisines.

 Parce que le budget européen est un budget de solidarité au service de tous, les députés socialistes européens se mobilisent chaque année pour maintenir ces niveaux de crédits, en particulier pour les nouveaux Etats membres.

Tenir nos engagements : investir dans la recherche, l'innovation et la cohésion sociale

11,1 milliards d'euros



► GALILEO – un projet commun majeur

D'ici 2013, l'Union européenne se dotera d'un système européen de navigation par satellites qui offrira un large éventail de services pour améliorer nos déplacements quotidiens, pour mieux communiquer et observer les évolutions de la Terre. A la différence du GPS américain, ce système sera géré par des autorités civiles et sera d'une grande fiabilité technique. Instrument d'indépendance, GALILEO est le premier grand projet industriel public de l'Union européenne à 27, projet à la fois porteur de nombreuses innovations technologiques et de nombreux emplois.


🇪🇺 Alors que certains ministres des finances des 27 Etats membres prônaient un financement intergouvernemental, les députés socialistes européens ont unanimement plaidé pour un financement communautaire, seul garant d'une avancée rapide du projet (3,4 milliards d'euros d'ici 2013 dont 890 millions en 2008). Après de longues négociations, ils ont réussi à convaincre les grands argentiers des 27 Etats membres de débloquer les fonds communautaires nécessaires, en puisant en partie dans des dépenses agricoles non dépensées en 2007. Avec les socialistes, c'est l'Europe du futur qui avance.

► Construire de vrais réseaux européens de transports


En 2008, environ un milliard d'euros sera consacré au cofinancement de grands projets de transports sur tout le territoire de l'UE, et notamment de projets transfrontaliers stratégiques, comme le tunnel

ferroviaire Lyon-Turin sur l'axe Lyon-Ljubljana-Budapest, le tunnel ferroviaire du Brenner sur le trajet Berlin-Naples, le canal entre la Seine et Scheldt, la liaison ferroviaire Paris-Madrid ou encore la voie navigable Rhin/Meuse-Main/Danube. Les députés européens socialistes soutiennent fermement ces projets, fer de lance d'une Europe des transports plus respectueuse de l'environnement.


► Innovation, artisanat et PME

 Les PME et les artisans sont souvent à la pointe de l'innovation, mais ils ne disposent pas toujours de toutes les garanties financières pour mener à bien leurs projets. Vos députés européens socialistes ont obtenu la mise à disposition de fonds européens de garantie en matière d'assurance pour aider certaines PME innovant dans les éco-technologies.


► Se former tout au long de la vie

 Grâce aux socialistes européens, **un milliard d'euros** sera consacré à cette politique en 2008 : plus de 220 000 étudiants iront étudier à l'étranger dans le cadre du programme Erasmus, 70 000 jeunes bénéficieront d'une formation professionnelle et quelques 1 400 enseignants pour adultes prendront part à des programmes de mobilité. Les socialistes européens militent pour élargir le nombre de bénéficiaires de ces actions : « Erasmus Apprenti » et « Erasmus pour les jeunes entrepreneurs » sont désormais en phase d'expérimentation sous le regard vigilant de vos élus.

► Soins de santé et services à la personne : améliorer les conditions de travail en Europe

 La population européenne vieillit. Des nouveaux emplois de service à la personne, dans le secteur de la santé notamment, se multiplient dans tous nos Etats. Mais les conditions de travail, les qualifications varient beaucoup d'un Etat membre à l'autre. Pourquoi ne pas essayer de partager les meilleures pratiques d'un Etat membre pour les transférer dans un autre ? Tel est l'objet d'une proposition socialiste à laquelle sera consacré en 2008, et dans un premier temps, 1 million d'euros.

► Fonds Européen d'ajustement à la mondialisation

 Grâce à la mobilisation des socialistes européens, un fonds de 500 millions d'euros est disponible chaque année pour aider les salariés, victimes des délocalisations, à retrouver un emploi. Ce budget peut être sollicité par tous les Etats membres de l'Union affectés par de subites et massives pertes d'emplois. En 2007, des salariés français, allemands et finlandais en ont bénéficié. Pour 2008, plusieurs demandes de soutien en faveur de salariés maltais, portugais, italiens et espagnols sont d'ores et déjà sur la table.

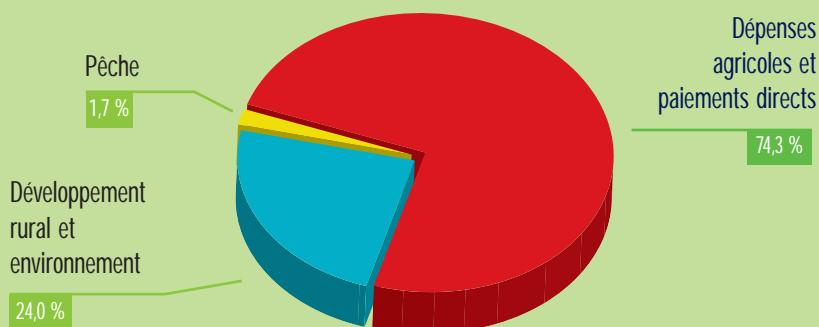
Ressources naturelles

Contribuer à des produits
alimentaires plus sains et
de meilleure qualité

Protéger notre environnement



55 milliards d'euros



► Stabilité des communautés agricoles

Environ 41 milliards d'euros seront consacrés à l'agriculture sous forme d'aides directes aux agriculteurs mais aussi d'interventions au niveau des marchés en cas de crise.

Les aides directes sont versées à condition de respecter des normes sévères en matière de protection de l'environnement et de bien-être des animaux. Si la part du budget européen consacrée aux dépenses directes agricoles est en diminution constante, notamment du fait de la hausse des prix agricoles mondiaux, l'Union européenne procède actuellement à une évaluation globale de sa politique agricole afin de mieux relever les défis qu'elle doit affronter.

🇪🇺 Les députés socialistes européens prennent part à ce débat et défendent notamment les petits agriculteurs et le rôle de l'agriculture dans le combat contre le changement climatique

► Développement durable dans les zones rurales

Les zones rurales représentent environ 90 % du territoire de l'UE. Quelques **12,9 milliards d'euros** seront destinés à ces régions en vue de renforcer leurs économies, de promouvoir de nouveaux emplois et d'améliorer la qualité de l'environnement et de la vie rurale en général.

► Améliorer la protection de l'environnement et la biodiversité

Le programme de protection de l'environnement LIFE+ accorde une attention particulière au changement climatique et allouera en 2008, **267 millions d'euros**, afin de développer et de diffuser de nouvelles politiques et de sensibiliser le public à une gestion durable des ressources naturelles.

► Pour une politique maritime européenne intégrée

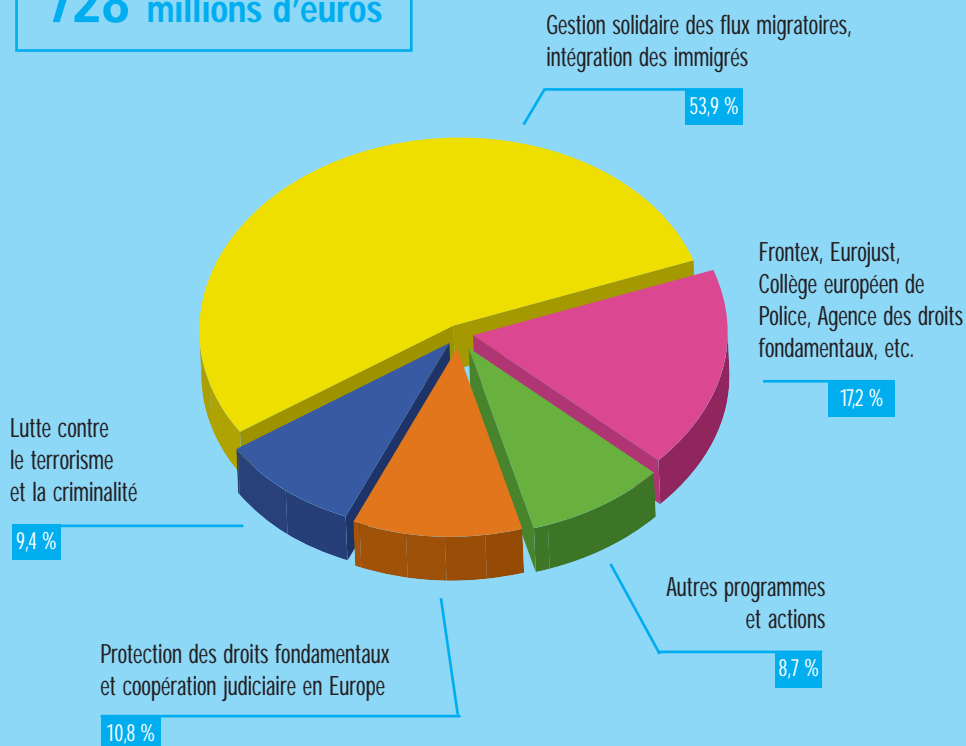
🇪🇺 En obtenant 6 millions d'euros en 2008 pour des actions préparatoires afin de mieux coordonner et intégrer les différentes politiques européennes qui touchent le secteur maritime, les députés européens socialistes militent pour la mise en œuvre d'une politique stratégique en matière d'emploi, de transport et sauvegarde de la biodiversité.

Citoyenneté, liberté, sécurité et justice

Un budget encore trop faible
pour faire face aux défis
communs





728 millions d'euros

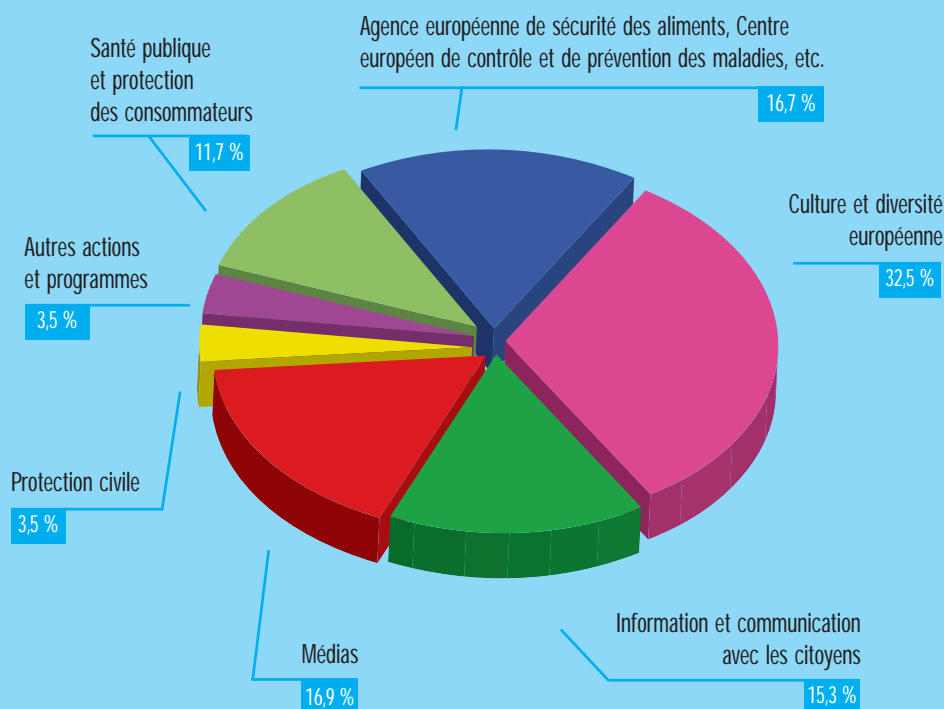


Vers une gestion solidaire de l'immigration au service d'une meilleure intégration de tous, pleinement respectueuse des droits fondamentaux

Parmi les 393 millions d'euros destinés à assister les pays de l'Union européenne dans le cadre d'une gestion solidaire de l'immigration, les socialistes européens ont obtenu que 78 millions d'euros soient destinés au Fonds européen d'intégration en vue d'aider les citoyens européens et les immigrés en situation régulière à vivre dans une société empreinte de diversité.

 56 millions d'euros seront consacrés, au titre du Fonds européen pour le retour, à la coopération avec les pays d'origine et de transit en ce qui concerne la réadmission des immigrés clandestins. Les députés européens socialistes tiennent cependant à ce que ces mesures soient prises dans le cadre d'une législation européenne harmonisant les conditions de retour, avec des garanties suffisantes quant au respect des droits humains.

 Au nom de la solidarité entre tous les Etats membres de l'Union, les socialistes européens ont défendu en 2008, comme en 2007, une augmentation substantielle des moyens budgétaires de l'Agence FRONTEX (+ 30 millions d'euros) qui est en charge de la coopération européenne pour les contrôles aux frontières.



► **Débattre de l'Europe : échanger, se rencontrer**

🇪🇺 Pour les socialistes européens, le débat sur l'Europe doit être un débat citoyen, ouvert à tous. Avec environ 200 millions d'euros consacrés à cette politique, ce sont par exemple, plus de 400 000 citoyens qui pourront profiter des actions de « jumelages entre les villes » pour mieux se connaître ; ce sont aussi de nombreux « forums citoyens » et débats organisés sur la construction européenne... Sans doute un près de chez vous !

► **L'information sur l'Europe au quotidien : un réseau européen de radios**

🇪🇺 Depuis le 31 mars 2008, 16 grandes radios de 13 Etats membres, réunies dans le consortium « Euranet », diffusent dans leurs langues, des programmes quotidiens et communs de 30 minutes à une heure, touchant à l'actualité de l'Union européenne, tant culturelle que politique. Ces programmes sont également disponibles sur le net et peuvent être podcastés.

► **Promouvoir la culture européenne : l'exemple du cinéma**

Avec un budget 2008 de 104 millions d'euros (+ 25 % par rapport à 2007), l'Union européenne soutient, grâce au programme MEDIA, la production et la diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes. Ces aides viennent compléter les mécanismes nationaux de soutien à la production, en amont (formation des professionnels de l'industrie audiovisuelle et du

développement) et en aval du processus de création (distribution de films ou programmes européens).


Des exemples de films financés par MEDIA ?

« Goodbye Lenin », « La Meglio gioventù » (« La meilleure jeunesse »), « Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain », « Volver », « It's a free world »...


► Les jeunes européens font entendre leur voix

Quelques 60 millions d'Européens ont entre 15 et 25 ans. Doté de 120 millions d'euros, le programme « Jeunesse en action » donnera à plus de 120 000 jeunes Européens l'occasion de prendre part à des échanges de jeunes ainsi qu'au « Service volontaire européen » et de jouer un rôle actif dans la vie démocratique, aux niveaux national et européen.


► Les socialistes européens soutiennent l'e-démocratie

 L'Union européenne apporte son soutien à des projets innovants pour améliorer les techniques de démocratie électronique au service d'une participation et d'une compréhension accrues des processus de décision.

► 2008 – Année européenne du dialogue interculturel

 7 millions d'euros seront disponibles en 2008 pour encourager le dialogue entre les différentes cultures qui font la richesse de nos sociétés européennes. Du soutien aux associations et aux organisations non gouvernementales qui agissent dans ce sens, à l'organisation de rencontres et de débats dans les écoles, au travail, dans les centres sportifs, culturels et de loisirs, une foison d'activités interculturelles seront soutenues par le budget européen.

► Les socialistes européens demandent la mise en place d'un outil européen de protection civile

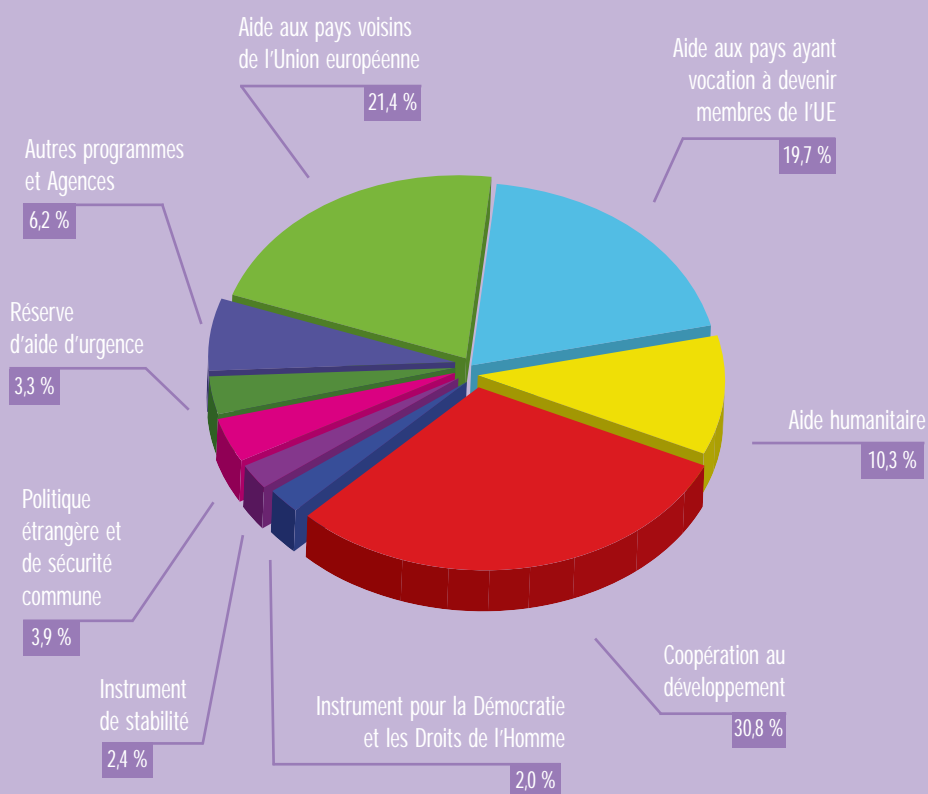
 2007 aura été l'année de plusieurs catastrophes naturelles majeures en Grande-Bretagne et en Grèce pour ne citer que ces deux pays. Si l'Union européenne intervient au titre du Fonds de Solidarité pour aider financièrement les régions touchées, il importe aussi de renforcer tant les mécanismes de prévention de ces catastrophes que les outils d'intervention immédiate pour y faire face. Vos députés européens socialistes ont obtenu une augmentation du budget de soutien au mécanisme européen de protection civile ainsi que la mise à l'essai d'actions communes européennes pour combattre les feux de forêts et renforcer les capacités matérielles d'intervention.

L'UE en tant qu'acteur mondial

Etendre la paix, la stabilité
et le développement durable
au-delà de nos frontières




7,3 milliards d'euros



► Aide aux pays ayant vocation à devenir membres de l'UE, pour les rapprocher de l'Union

Un montant de 1,4 milliard d'euros sera mis à la disposition des pays des Balkans occidentaux et de la Turquie dans le cadre du renforcement des institutions, de la coopération régionale et transfrontalière, du développement des ressources humaines locales, etc.

 Les députés socialistes européens ont veillé à ce que des fonds soient spécifiquement alloués à la préservation du patrimoine culturel dans les pays de l'ex-Yougoslavie.


► Aide au Kosovo

Une attention particulière sera portée à la nouvelle république indépendante du Kosovo. L'Union européenne, au titre de sa politique étrangère et de sécurité commune, y déploiera, entre autres, une mission pour veiller au respect du droit et de la démocratie. Dotée d'un budget de 165 millions d'euros, cette mission contribuera à l'émergence d'une société multiethnique et à la conclusion de solutions négociées dans la région.


► Collaboration avec les pays voisins en vue d'une prospérité et d'une stabilité partagées

L'instrument européen de voisinage consacra 1,6 milliard d'euros au renforcement de la coopération avec les pays voisins, tant à l'Est qu'au Sud de l'Europe, principalement dans les domaines du respect des droits humains, du développement durable et de l'État de droit.


► Aide à la Palestine

 Grâce à l'action des socialistes européens, plus de 300 millions d'euros aideront les institutions palestiniennes à améliorer la qualité des services publics, à répondre aux besoins urgents de la population mais aussi à investir dans des infrastructures de base.


► Lutte contre la pauvreté dans les pays en développement

 L'aide financée sur le budget communautaire (2,3 milliards d'euros) servira essentiellement à des projets de développement en Amérique latine, Asie et Afrique. Comme en 2007, les députés socialistes européens ont mis l'accent sur une répartition géographique équilibrée des crédits. Réaliser les objectifs du millénaire, promouvoir la coopération décentralisée entre les collectivités locales et les pays en développement et allouer un minimum de 20 % de ces fonds à des projets en faveur de l'enseignement (fondamental et secondaire) et des services de santé restent les priorités socialistes.

► Défendre nos engagements pour lutter contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria

 Vos députés européens socialistes ont bataillé fort contre une partie des députés de la droite européenne qui voulait remettre en cause l'engagement de l'Union européenne à financer, à hauteur de 50 millions d'euros pour la seule année 2008, le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et la Malaria. Et ils ont obtenu plus en inscrivant, dans le budget 2008, de nouveaux crédits pour soutenir la recherche et le transfert de nouvelles technologies afin de faciliter la production de médicaments antiviraux dans les pays en développement eux-mêmes.

► Pour une meilleure gestion de l'eau

 Les socialistes européens ont aussi réussi à inscrire de nouveaux crédits pour renforcer la coopération entre les pays en développement en matière de gestion de l'eau (3 millions d'euros).

Le coût des institutions de l'Union européenne

Environ 5,8 % des dépenses de l'UE



Pour chaque euro dépensé par le budget de l'UE, quelques 5,8 centimes d'euro assurent que les politiques de l'Union soient définies et mises en œuvre au mieux des intérêts des 495 millions de citoyens de l'UE, le tout dans les 23 langues officielles de l'Union.

Il y a moins de fonctionnaires européens que de fonctionnaires travaillant pour la ville de Paris ou de Berlin !

Ces 5,8 % du budget européen assurent le fonctionnement quotidien de toutes les institutions de l'Union :

- **Le Parlement européen**, avec 785 député élus, qui représente les citoyens de toute l'Union.
- **La Commission européenne** qui propose les « lois » européennes et surveille leur bonne application dans les Etats membres.
- **Le Conseil des ministres** où se réunissent les ministres des 27 Etats membres.
- **Le Comité des Régions** qui porte la voix de toutes les régions d'Europe.
- **Le Comité Economique et Social** où la société civile européenne débat des grandes politiques de l'Union.
- **La Cour de Justice et le Tribunal de première Instance** qui veillent au respect du droit européen.
- **Le Médiateur**, indispensable garant du droit des citoyens européens vis à vis des institutions.
- **La Cour des Comptes européenne** qui surveille les dépenses...

Le Budget 2008 de l'UE en chiffres

Estimation des dépenses pour les politiques de l'UE (en milliards d'euros)	Budget 2008	Variations par rapport à 2007 (%)
--	----------------	---

Croissance durable	58,0	5,7 %
Compétitivité dont :	11,1	18,4 %
Éducation et formation	1,0	9,3 %
Recherche	6,1	11,0 %
Compétitivité et innovation	0,4	6,8 %
Réseaux d'énergie et de transport	1,9	92,5 %
Agenda pour la politique sociale	0,2	8,0 %
Cohésion dont :	46,9	3,1 %
Convergence	37,0	5,2 % (1)
Compétitivité régionale et emploi	8,6	- 5,1 %
Coopération territoriale	1,2	2,6 %

Ressources naturelles dont :	55,0	- 1,5 %
Environnement	0,3	12,0 %
Dépenses agricoles et aides directes	40,9	- 3,4 %
Développement rural	12,9	4,5 %
Pêche	0,9	2,2 %

Liberté, sécurité et justice (dont droits fondamentaux et justice, sécurité et libertés, flux migratoires)	0,7	16,7 %
Citoyenneté (dont culture, médias, santé publique et protection du consommateur)	0,6	14,7 % (2)

L'UE en tant qu'acteur mondial dont :	7,3 (3)	7,3 %
Préadhésion	1,4	14,0 %
Voisinage européen	1,6	10,2 %
Coopération au développement	2,3	3,3 %
Aide humanitaire	0,8	3,1 %
Démocratie et droits de l'homme	0,1	4,7 %
Politique étrangère et de sécurité commune	0,3	79,2 %
Instrument de stabilité	0,2	28,7 %

Administration dont :	7,3	4,4 %
Commission européenne	3,4	2,9 %
Parlement européen	1,4	3,9 %
Autres dépenses	2,5	8,6 %

Compensations aux nouveaux pays de l'UE (4)	0,2	-53,5 %
--	------------	----------------

Total	129,1	2,2 %
------------------------	--------------	--------------

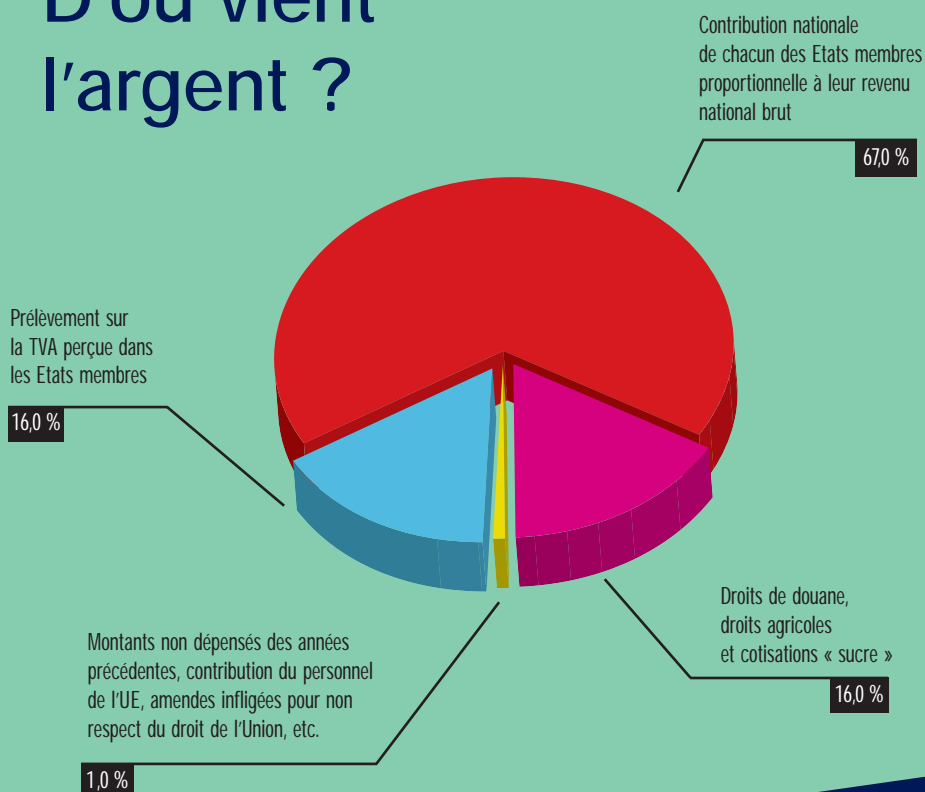
(1) Variation attribuable à la diminution des dotations aux « régions en phase d'instauration progressive de l'aide », qui étaient admissibles au titre de l'objectif n° 1 entre 2000 et 2006.

(2) À l'exclusion des montants prélevés en 2007 dans le Fonds de solidarité et alloués aux mesures de transition en Bulgarie et en Roumanie.

(3) Y compris la réserve d'aide d'urgence.

(4) Montants fixés par les traités d'adhésion.

D'où vient l'argent ?



LE SAVIEZ-VOUS ?

En moyenne depuis 1996, le budget de l'Union européenne n'a augmenté que de 8,2 % et pourtant l'Europe a grandi de 15 Etats membres à 27 ! Par comparaison, les dépenses publiques dans les Etats membres ont augmenté en moyenne de 23 %.

Le budget de l'Union européenne est toujours en équilibre. Les Traités qui créent l'Union européenne interdisent au budget de l'Union d'être déficitaire et de recourir à l'emprunt. Dans le budget européen, il n'y a donc pas d'intérêts sur la dette à payer.

Le budget de l'Union européenne est exécuté par la Commission européenne, la Cour des comptes européenne surveille et le Parlement européen opère le contrôle final.

Pour dépenser le budget, la Commission européenne n'agit pas seule : les administrations nationales, régionales et locales des 27 Etats membres sont en première ligne pour 80 % des dépenses (principalement les dépenses agricoles et les dépenses liées à la politique régionale). La Commission européenne doit compter sur leurs bonnes volontés et veiller à ce que les Etats membres respectent toutes les règles en vigueur...

Indéniablement, des progrès restent à accomplir ! Par exemple, en 2006, il était prévu de dépenser un peu moins de 112 milliards d'euros. Fin décembre 2006, après rectification, ce chiffre est tombé à un peu plus de 107 milliards d'euros... 4,5 milliards d'euros sont donc restés dans les caisses des budgets des Etats membres. Et 2006 ne fait pas exception... c'est habituel !

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Budget de l'Union européenne

http://europa.eu/pol/financ/index_fr.htm

Site internet de M^{me} Dalia Grybauskaite, Commissaire européenne
responsable de la programmation financière et du budget

http://ec.europa.eu/commission_barroso/grybauskaite/index_fr.htm

Parlement européen

http://www.europarl.europa.eu/comparl/budg/presentation_en.htm



L'AVENIR DU BUDGET DE L'UE EN DISCUSSION

Prenez la parole !

- > Comment faire coïncider les objectifs politiques de l'Union européenne et les ressources financières mises à sa disposition ?
- > Comment concilier stabilité financière et besoin de flexibilité pour faire face à de nouveaux impératifs ?
- > Comment contrôler et mieux rendre compte de l'utilisation des fonds ?
- > D'où l'argent de l'Union doit-il provenir ?

Faites entendre votre voix !

Consultez le site internet de la Commission européenne « Réformer le budget, changer l'Europe »
http://ec.europa.eu/budget/reform/index_fr.htm

Retrouvez les coordonnées de votre député européen socialiste sur le site web www.socialistgroup.eu

www.socialistgroup.eu
www.socialistgroup.mobi